



SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

17 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N° 2022-125-DC

Le dix-sept novembre deux mille vingt-deux à 18 heures, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le 10 novembre deux mille vingt-deux.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN (de 099 à 123), Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA (de 099 à 111), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT (de 099 à 118), Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER (de 099 à 118), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET (de 099 à 117), Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU (de 099 à 116), Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL (de 099 à 117), Gilles BARDIN (de 099 à 118), Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND (de 099 à 114), Michel DELPHIN, François BREE, Patricia COCHET, Éric POEHR, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Bruno PROD'HOMME, Christophe CARDET, Arlette BOURDIER, Sylvie TAGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY

Absent (s) / Excusé(s) :

Marc BONNIN, Christian RUAULT, Gérard POLICE, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Sylvie BEILLARD, Nathalie MORON, Nathalie SECOUE, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, Isabelle DEVAUX, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Géraldine LE COZ, Gaëlle FAURE, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Arnel FROGER à Sylvie PRISSET (de 119 à 125), Gérard POLICE à Éric MOUSSERION, Sylvie BEILLARD à Éric TOURON, Nathalie MORON à Michel PATTEE, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, Isabelle DEVAUX à Sophie TUBIANA (de 099 à 111), Noël NERON à Béatrice GUILLON, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Patricia VILLARME à Bertrand CHANDOUINEAU

Secrétaire de séance : Guy BERTIN

	DC 099 à 111	DC 112 à 114	DC 115 à 116	DC 117	DC 118
Membres en exercice	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41
Présents	63	62	61	60	58
Absents - Excusés	18	19	20	21	23
Pouvoirs	9	8	8	8	8
Votants	72	70	69	68	66

	DC 119 à 123	DC 124 à 125
Membres en exercice	81	81
Quorum	41	41
Présents	55	54
Absents - Excusés	26	27
Pouvoirs	9	9
Votants	64	63

PARTICIPATION FINANCIERE A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 25 alinéa 6,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et notamment son article 22 bis, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la circulaire n° RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'avis du Comité technique en date du 29 septembre 2022,

Considérant que la collectivité peut apporter sa participation soit au titre du risque "santé" (risques liés à l'intégrité physique de la personne et ceux liés à la maternité), soit au titre du risque "prévoyance" (risques liés à l'incapacité, l'invalidité et le décès), soit au titre des deux risques,

Considérant que la collectivité souhaite apporter sa participation au titre du risque « santé »,

Considérant que le décret du 20 avril 2022 susvisé prévoit que sont éligibles à cette participation les contrats en matière de santé remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues et vérifiées par l'Etat,

Considérant que le décret n°2022-581 du 20 avril 2022, pris en application de l'ordonnance du 17 février 2021, pose le principe d'une participation financière obligatoire des employeurs territoriaux au financement de la protection sociale complémentaire (PSC) pour la santé (au 1^{er} janvier 2026) pour leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public et par extension, de droit privé,

Considérant que la Ville de Saumur, le CCAS de la Ville de Saumur et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ont souhaité anticiper sur l'obligation prévue au 1^{er} janvier 2026,

Considérant que la collectivité a le choix entre 2 PROCEDURES :

- La Convention de participation : dans ce cas, l'agent adhère au contrat labellisé proposé par une Mutuelle à la collectivité après mise en concurrence
- La labellisation : dans ce cas, l'agent choisit sa mutuelle parmi celles qui ont la certification et qui proposent des contrats labellisés. L'adhésion sera souscrite de manière individuelle et facultative. L'intérêt est que chaque souscripteur peut personnaliser sa couverture en choisissant sa formule, ses options, adaptées à ses besoins réels et à ceux de sa famille.

Considérant qu'il est apparu que le dispositif de la labellisation paraît le mieux adapté en raison de la simplicité de la procédure, du choix laissé à l'agent de son assureur parmi une liste d'organismes labellisés et de la portabilité du contrat en cas de mutation de l'agent,

• **Mode de mise en œuvre choisi**

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire accorde sa participation aux dépenses de protection sociale complémentaire des fonctionnaires et des agents de droit public et de droit privé en activité pour le risque santé dans le cadre du dispositif de labellisation.

• **Bénéficiaires**

La participation sur l'adhésion à une Mutuelle Santé est ouverte à tous les agents quels que soient leurs missions, leur âge ou leur état de santé.

Les agents titulaires et non titulaires sous contrat d'un an minimum (y compris les apprentis) ou après une année totale de plusieurs contrats de durée inférieure, sans interruption pourront bénéficier de cette participation dès leur arrivée dans la collectivité sous réserve de la fourniture de l'Attestation de couverture par un contrat labellisé fournie par la compagnie d'assurance. Les vacataires, saisonniers et les stagiaires rémunérés sont exclus du dispositif.

Les agents partant à la retraite pourront conserver le bénéfice de l'adhésion à un contrat labellisé mais ne percevront plus la participation employeur.

Les agents détachés au sein des services de la Communauté d'agglomération peuvent bénéficier des financements.

Les agents en arrêt maladie, congé de proche aidant, en congés de présence parentale, continuent de percevoir la participation.

Les agents en disponibilité, en congé parental ou en détachement externe ne percevront pas la participation.

Les agents commençant un contrat d'un an minimum en cours de mois (et qui remplissent les conditions ci-dessus) se voient verser la participation intégrale dès le 1^{er} mois de rémunération.

- **Les contrats d'assurance éligibles**

Tout **contrat souscrit auprès d'une mutuelle ou d'une Compagnie d'Assurance** figurant dans la liste établie par l'Etat et publiée sur « [collectivites-locales.gouv](http://collectivites-locales.gouv.fr) » est éligible à partir du moment où l'agent fait l'objet d'une part de cotisation identifiable dans le contrat. Donc sous ces conditions, la participation est ouverte :

- Aux agents titulaires d'un contrat individuel
- Aux ayant-droit d'un contrat (sous réserve que la part de cotisation de l'agent soit clairement identifiée et ne soit pas déjà financée par un autre employeur – celui du conjoint par exemple).

- **Le montant des participations**

Dans un but d'intérêt social, la collectivité souhaite moduler sa participation, en prenant en compte le revenu des agents.

En application des critères retenus, le montant mensuel de la participation est fixé en fonction du niveau de rémunération des agents (30, 22 ou 15€ soumis à CSG / CRDS).

La référence choisie est le revenu net imposable annuel ramené au mois.

Ainsi :

- Pour un revenu net imposable inférieur à 1 700 € par mois, la participation sera de 30 € bruts par mois
- Pour un revenu net imposable entre 1 700 et 2 500 € par mois, la participation sera de 22 € bruts par mois
- Pour un revenu net imposable supérieur à 2 500 € par mois, la participation sera de 15 € bruts par mois.

Pour tous les agents permanents ou contractuels après une année d'ancienneté sans interruption, la base sera la moyenne annuelle N-1 pour apprécier les tranches de revenus nets imposables de 1700 euros et 2500 euros.

Pour l'application en paie de décembre 2022, le cumul annuel 2022 sera pris en compte. Ce cumul annuel 2022 servira aussi de base de versement pour 2023.

Pour les nouveaux arrivants, la base sera le niveau du premier salaire versé (hors primes annuelles) pour toute la 1^{ère} année. L'année suivante si l'agent est toujours présent, la base sera le cumul annuel des nets imposables sur N-1 comme pour tous les autres agents.

- **Modalités générales de versement de la participation**

Le mode de versement de la participation est un versement direct aux agents sur leur fiche de paye. L'agent devra impérativement fournir une attestation de couverture par une mutuelle figurant dans la liste établie par l'Etat et publiée sur « [collectivites-locales.gouv](http://collectivites-locales.gouv.fr) » ou une carte d'adhérent mutualiste vérifiée sur cette même liste. Ces attestations seront fournies une seule fois par les agents. En cas de changement d'assurance ou de résiliation par l'agent en cours d'année, celui-ci s'engage à informer la DRH en même temps que la compagnie d'assurance.

Le versement commence le mois N+1 suivant la fourniture de l'attestation sauf si celle-ci est fournie avant le 5 du mois en cours.

- **Conditions particulières d'application de la participation**

- Le montant attribué n'est pas proratisé au temps de travail
- Le montant attribué est maintenu intégralement en cas de congé longue maladie, congé longue durée, temps partiel thérapeutique. Il ne suit pas le sort du traitement de base en cas de demi-traitement (reste versé à taux plein).

- Le montant attribué à un agent s'étant vu infliger une sanction disciplinaire d'exclusion temporaire de fonction est diminué au prorata de sa durée d'exclusion (période sans traitement).

Les agents (CASVL) qui perçoivent déjà une participation, au titre d'avantages acquis (8.03 € ou 16 € ou 20 € bruts) se verront appliquer la règle suivante :

- Maintien du montant antérieur + alignement sur nouveaux montants en fonction de la tranche de revenus nets imposables fixée
- Si le montant antérieur est supérieur au montant nouvellement fixé, maintien au titre des avantages acquis antérieurement.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE VALIDER** les propositions énoncées ci-dessus concernant les modalités de la participation financière à une mutuelle de la Communauté d'Agglomération aux agents de la collectivité,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document relatif à la mise en place de la participation financière à une Mutuelle.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 63

Contre :

Abstention :

Date d'affichage :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération

Saumur Val de Loire,

Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »